

Stephen DeMeulenaere

Les systèmes de monnaie complémentaire :
des pratiques anciennes à une réponse moderne au
problème de l'exclusion

Extrait de

Jérôme Blanc (dir.),
Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, Rapport 2005-2006,
Paris : Économica, 547 p.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

LES MONNAIES SOCIALES : UN OUTIL ET SES LIMITES

PARTIE I.

JUSTIFICATIONS DES MONNAIES SOCIALES

PARTIE II.

MODALITES D'ORGANISATION

PARTIE III.

MODELES NATIONAUX, EXPERIMENTATIONS ET EVALUATIONS D'IMPACT

PARTIE IV.

LE *TRUEQUE* ARGENTIN, DE L'EMBALLEMENT A LA CHUTE

CONCLUSION GENERALE

OU VONT LES MONNAIES SOCIALES ? OU PEUT-ON ALLER AVEC ELLES ?
QUELQUES MOTS EN GUISE DE CONCLUSION

SIGLES ET ACRONYMES

SITES INTERNET

TABLE DES MATIERES

LES SYSTEMES DE MONNAIE COMPLEMENTAIRE : DES PRATIQUES ANCIENNES A UNE REPOSE MODERNE AU PROBLEME DE L'EXCLUSION

Stephen DeMeulenaere¹

Par « économie », on entend généralement l'étude de la répartition de ressources limitées. Aborder ce sujet de ce seul point de vue négatif et dans une perspective étroite puis l'appliquer à la réalité aboutit à un certain nombre de conséquences, elles aussi négatives, parmi lesquelles la marginalisation des individus, des collectivités et des régions. Partir de l'idée de ce qui manque plutôt que de ce qui est disponible crée un sentiment de rareté même chez les riches, qui induit un système économique conçu pour transférer la majorité des ressources à un groupe socio-économique relativement restreint, le reste étant ensuite distribué aux autres membres de la société. Quand des économistes soutiennent que cet effet de Pareto se retrouve dans de nombreux aspects de la vie, il devient impossible à quiconque ayant une vision plus large de la question de nier que le système économique dominant a été conçu spécifiquement à cet effet. Afin de le prouver, de nouveaux systèmes économiques ont été élaborés qui démontrent qu'il existe d'autres façons d'assurer une distribution plus équitable des ressources dans le monde. Cependant, il nous faut d'abord changer de perspective et substituer à l'idée de rareté l'idée d'abondance.

Les systèmes de monnaie complémentaire (*complementary currency systems, CCS*) sont des méthodes permettant d'identifier l'abondance et de mobiliser ces ressources au profit de tous ceux qui contribuent à les générer. Ces méthodologies s'inspirent des modèles économiques les plus anciens du monde, de la Mésopotamie et de l'Égypte ancienne, des Empires chinois et maya et des sociétés agraires et catholiques de l'Europe d'hier. Le problème n'est pas que ces informations soient indisponibles pour l'étude de l'économie, c'est qu'elles s'empoussièrent sur les étagères des bibliothèques d'anthropologie, où il semble que seules les économies anciennes et traditionnelles disparues sont encore étudiées, alors que l'on considère que celles qui sont toujours vivantes n'ont aucun rapport avec l'étude de l'économie moderne.

¹ Stephen DeMeulenaere est directeur de programme pour l'Asie à la Foundation Strohalm. Contact e-mail : stephen@complementarycurrency.org

1. Les systèmes de monnaie complémentaire : applications modernes d'idées anciennes

On fait souvent remarquer que les CCS sont un phénomène nouveau, le signe d'un stade avancé du capitalisme, le stade où le serpent commence à se dévorer lui-même en partant de la queue. De la même façon, on présente les dernières technologies de transaction ou les innovations modernes comme un modèle qui, en fait, date de 3 500 ans. Cependant, l'essentiel demeure : la nécessité d'identifier des ressources et de les mobiliser, d'acquérir de la connaissance et des compétences, de fonder des familles et d'établir des communautés et des sociétés dans lesquelles il y ait une place pour chacun. Tout système économique qui ne parvient pas à atteindre ces objectifs simples ne convient pas à la société humaine, c'est un système qui mène à l'effondrement social, économique et écologique et c'est le système dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Presque toutes les crises monétaires de l'histoire ont donné naissance à une monnaie complémentaire adaptée à la situation. Jusqu'à l'ère industrielle, les informations concernant ces systèmes ont été perdues dans les périodes troubles qui, en général, succèdent aux crises monétaires. La crise financière en Angleterre au tout début du XVIII^e siècle a occasionné la création des systèmes de monnaie complémentaire de Jersey et de Guernesey, encore en usage aujourd'hui. Des monnaies complémentaires sont nées des cendres de la Première Guerre mondiale en Allemagne, et bien sûr de la Grande Dépression en Amérique du Nord et en Europe. Ces systèmes avaient pour but de soulager la situation, mais non celui d'effectuer des changements structurels du système économique. L'idée que les CCS pourraient être utilisés à cette fin n'a que quarante ans, lorsqu'on a eu réalisé que le développement industriel et technologique pouvait marquer la fin de la pénurie à condition de vouloir y croire et de faire en sorte que notre économie tienne compte des faits auxquels nous faisons face.

Ainsi, qualifier de « mouvement socio-économique » l'effort pour introduire des systèmes de monnaie complémentaire n'est pas exact. Personne ne peut prétendre avoir conçu le premier système, car de nombreux systèmes ont vu le jour simultanément en des endroits divers et sans qu'ils aient été en contact les uns avec les autres, par une compréhension innée de ce qu'est une société et une économie équitable. Alors que les nouvelles technologies de l'information permettent la création d'un nombre de plus en plus grand de systèmes, les racines de chacun d'eux sont aussi caractéristiques que les groupes sociaux ou les zones géographiques. Il existe des systèmes dans chaque pays industrialisé, mais aussi dans environ trente-cinq pays périphériques « en développement ».

2. Deux types principaux de systèmes de monnaie complémentaire

Les systèmes de monnaie complémentaire peuvent être divisés en deux types : d'un côté, les systèmes monétaires garantis par la confiance – ou systèmes de monnaie sociale – et, de l'autre, les systèmes de substituts monétaires, de bons ou de monnaies garanties par des ressources. Les systèmes monétaires garantis par la confiance – tels que les *local exchange trading system* (LETS) ou les banques de temps – sont appelés « systèmes de crédit mutuel » parce que leurs membres reçoivent un crédit d'avance qu'ils ont ensuite l'obligation de rembourser en offrant aux autres membres des biens ou des services. Les systèmes de type « hour » (la monnaie d'Ithaca) sont des « systèmes fiduciaires », dans lesquels c'est l'administration du système qui détermine le crédit qu'une personne reçoit lors de son adhésion, avec l'idée qu'elle s'acquittera de la valeur de ce qu'elle a perçu. Dans les systèmes de crédit mutuel, cette obligation est consignée et clairement définie, ce qui n'est pas le cas dans les systèmes fiduciaires, à moins que l'administration du système tienne les comptes des membres, ce qu'elle fait rarement, car elle se concentre surtout sur la masse de monnaie dans son ensemble.

Alors même que les objectifs généraux de ces systèmes sont similaires – la mobilisation des ressources marginales et l'insertion des individus marginalisés – le développement d'un concept spécifique tend généralement à atteindre des objectifs spécifiques. Dans le passé, ces systèmes étaient supposés atteindre des objectifs variés, mais l'expérience a montré qu'en fonction des objectifs que l'on veut atteindre il y a des systèmes qui sont plus appropriés que d'autres. Comme il existe maintenant une terminologie précise pour distinguer les différents types de CCS, il n'est plus nécessaire de les grouper en une seule catégorie.

La méthodologie utilisée pour mettre en œuvre les systèmes de monnaie complémentaire s'est elle aussi élargie. Récemment, de nombreux systèmes ont été lancés par des groupes de militants ou des groupes communautaires. Les systèmes tels que les LETS et le modèle de type hour sont relativement bon marché et faciles à implanter. Pratiquement, quiconque pouvant effectuer une addition ou une soustraction, tenir des comptes simplifiés et maintenir des registres peut utiliser de tels systèmes, à propos desquels une documentation importante est disponible sur internet. Les systèmes de monnaie garantie par des ressources présentent davantage de difficultés et de risques, car des ressources réelles ou de l'argent liquide doivent être mis en réserve et rester disponibles afin de garantir la monnaie complémentaire au cas où un porteur souhaiterait la convertir. Ceci exige un degré supérieur de compétence et de savoir-faire.

La réalisation d'objectifs plus spécifiques, comme par exemple l'exécution d'un projet de développement, d'un plan de secours, la mise en réseau d'une petite entreprise ou le développement économique régional, a encouragé des universitaires, des organisations non gouvernementales (ONG), des réseaux d'entreprises et des institutions financières à participer à la promotion de ces systèmes. En Asie par exemple, l'introduction de ces

concepts a été principalement l'œuvre des universitaires. Le D^r Makoto Maruyama de l'université de Tokyo a été le premier à introduire ce concept au Japon. À Hong Kong, c'est le D^r Hui Po-Keung de l'université de Lingnan. En Thaïlande, bien que les systèmes aient été démarrés par des experts en développement rural, ils sont aujourd'hui coordonnés par les professeurs, respectivement en activité et à la retraite, MM. Patamawadee Suzuki et Apichai Puntasen, de l'université de Chulalongkorn et de Thammasat, *via* leur organisation, l'Institut de gestion rurale et sociale. En Corée du Sud et en Indonésie, des universitaires jouent un rôle de premier plan dans la présentation, la communication et la pédagogie de ces concepts et idées ; ils collaborent directement avec des ONG à la conception, à la recherche et à la surveillance de ces systèmes. Grâce à des travaux sur ces systèmes, des étudiants ont passé leur maîtrise et, ce faisant, ont contribué à développer la base de connaissance.

À la faveur de ce mouvement, le niveau de compréhension va en s'élargissant. Si, pendant les années 80, les CCS ont été adoptés surtout dans les pays industrialisés, aujourd'hui les pays en développement sont ceux où l'introduction et la croissance de ces systèmes sont les plus rapides. Et, alors que dans les pays industrialisés les systèmes sont essentiellement basés sur la confiance, donc de monnaie fiduciaire, les objectifs de développement économique dans les pays périphériques ont conduit de nombreux universitaires et ONG à travailler avec des monnaies garanties par des ressources. C'est surtout en Allemagne et au Canada que ces monnaies garanties ont commencé à être introduites – en Allemagne par l'intermédiaire des monnaies régionales², et au Canada par l'intermédiaire du dollar de Toronto et du dollar de l'île de Saltspring.

3. La difficulté de mise en œuvre des systèmes de monnaie complémentaire dans le tiers-monde

Il existe un certain nombre de d'obstacles à surmonter en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de monnaie complémentaire (CCS) dans les pays périphériques. Le manque général d'éducation, l'attachement aux valeurs traditionnelles et aux différentes religions, la mentalité de pauvreté, un sens de la communauté fermé plutôt qu'ouvert et la volonté de rejoindre le club des pays industriels rendent difficile une communication des concepts adaptée aux habitants du pays ou de la région. Il existe ainsi une similitude entre les CCS et l'économie traditionnelle et les gens croient souvent que ces systèmes sont semblables à leurs systèmes traditionnels ; la difficulté est qu'on utilise un système comptable écrit. En outre, les objectifs à atteindre, les moyens nécessaires pour y parvenir et les coûts associés peuvent compliquer sa faisabilité au point d'en devenir prohibitif.

² NdE : voir à ce sujet le texte de Margrit Kennedy dans ce même ouvrage.

L'introduction de CCS en Asie comporte un certain nombre de défis qui en Amérique latine sont de moindre ampleur. En Amérique latine, la notion de communauté ou de société est généralement inclusive, ouverte et fraternelle. En général, ce que les gens veulent dire lorsqu'ils parlent de « société » c'est « tout le monde », ils y incluent les riches comme les pauvres. En revanche, en Asie, la notion de « communauté » est très exclusive. La communauté peut signifier le lieu de travail et les collègues, les proches parents et les amis, ou encore une partie du voisinage. Mais les personnes inconnues ou les étrangers en sont exclus. Quoique très étroites, les relations économiques peuvent être limitées par des facteurs tels que la classe socio-économique, la religion, le lieu de naissance, la position sociale, etc. Le concept de société est l'extension de la perception que l'on a de la communauté, comme les habitants d'une même région, les personnes appartenant à une même religion (particulièrement dans le cas des musulmans) et la classe socio-économique. Les membres de la famille royale, les dirigeants traditionnels et les gens riches, appartiennent à une société distincte ; ils sont traités différemment, au point qu'il existe un comportement et un langage distinct pour communiquer avec eux, et cet usage détermine le type de relation économique.

Des agences de développement comme la Fondation Strohalm, l'Organisation inter-Églises de coopération au développement (ICCO), PSO (une organisation néerlandaise de coopération au développement), le gouvernement des Pays-Bas, la Fondation Japon, Canadian University Service Overseas (CUSO) et la Sasakawa Peace Foundation (SPF) ont apporté une aide financière et technique aux organisations locales. Cependant, la demande pour démarrer de nouveaux systèmes dépasse de beaucoup les moyens disponibles. La Fondation Strohalm apporte une assistance technique à de nombreuses organisations en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Elle a récemment publié un logiciel gratuit (« *open-source* ») de transaction, appelé « Cyclos³ », qui est utilisé par ses partenaires en Asie et en Amérique latine. Elle a aussi mis en place une banque de données mondiale des CCS⁴ (en sept langues), conçue pour recueillir des informations statistiques sur ces systèmes. En 2004, son service d'assistance pour la création de systèmes de monnaie complémentaire⁵ a offert de l'aide à plus de cinquante organisations. Afin d'encourager l'auto-apprentissage et l'auto-initiative, elle a aussi produit la plus importante bibliothèque⁶ en ligne de documents de recherche, d'applications et de pédagogie existant à ce jour. Avec des partenaires et des bailleurs de fonds locaux, elle travaille directement sur des projets en Indonésie, en Thaïlande, aux Philippines, au Salvador, au Honduras et au Brésil⁷.

Ainsi, alors que la mise en œuvre de CCS dans les sociétés industrielles est davantage une question administrative et comptable, dans les pays périphériques en voie de développement la connaissance, aussi bien de la culture, des traditions et des religions que

³ <http://project.cyclos.org>

⁴ http://www.complementarycurrency.org/ccDatabase/les_public.html

⁵ <http://www.complementarycurrency.org/helpdesk.html>

⁶ <http://www.complementarycurrency.org/materials.php>

⁷ <http://www.strohalm.nl> ; www.strohalm.org ; www.instrodi.org ; www.appropriate-economics.org ; www.complementarycurrency.org

des conceptions locales de la communauté et de la société, joue un rôle tout aussi important ; c'est cette connaissance qui doit être assimilée avant d'aborder les questions pratiques de gestion et de comptabilité. Cela nous permet d'apprendre une leçon importante en ce qui concerne les économies humaines, à savoir qu'il n'existe pas un seul et unique modèle économique. Comme Bernard Lietaer l'a dit : « *L'économie de l'avenir sera relationnelle, et c'est la nature des relations qui déterminera le type de monnaie qu'il faudra utiliser.* »⁸ Ce qui ne signifie pas seulement des relations de type social, mais aussi de type économique. L'expérience nous enseigne que les systèmes en vigueur dans les pays industrialisés ne peuvent pas être développés uniformément n'importe où dans le monde. Au contraire, une attention particulière doit être portée à la culture locale, aux traditions et aux idées, et les choses doivent être présentées d'une manière qui soit acceptable aux autorités gouvernementales, d'une manière qui respecte tant les pratiques religieuses que les idées prévalant quant au sens des termes « communauté » et « société » et les normes sociales que les gens appliquent dans leurs rapports sociaux et économiques.

4. Quatre études de cas : en Indonésie, en Thaïlande, au Honduras et au Salvador

Pour donner un exemple des différentes méthodologies et des défis que l'on rencontre pour établir un système de monnaie complémentaire dans les pays périphériques en développement, nous présentons deux études de cas en Asie et deux autres en Amérique centrale.

4.1. En Indonésie

L'effort pour mettre en œuvre des systèmes de monnaie complémentaire en Indonésie a commencé dans les derniers mois de l'année 1999 (juste un an après la fin des trente-cinq années de dictature du président Suharto), dans un pays qui était encore aux prises avec la crise monétaire asiatique. L'organisation canadienne de volontaires CUSO assumant un rôle clef dans le développement de CCS en Thaïlande dès 1997, a organisé des séminaires dans différentes régions du pays, en zone rurale et urbaine, à l'intention des musulmans et des communautés religieuses mixtes. Ces séminaires étaient essentiellement destinés aux coopératives de crédit, aux ONG de développement rural et aux organisations qui travaillent à soulager la pauvreté.

En 2000, l'auteur de cet article a été recruté pour travailler avec l'ONG indonésienne Yappika (Alliance de la société civile pour la démocratie, connue auparavant sous le nom de Indonesia-Canada Friendship Association) pour aider les ONG ayant montré le plus

⁸ Voir le film documentaire « Ende's Money Go Round », NHK, Japon, 2003.

d'intérêt pour les systèmes de monnaie complémentaire. Les réunions qui ont suivi ont amené l'organisation à concentrer ses efforts dans un partenariat avec la Regional Credit Union Coordinating (Bekatigade) dans la ville de Yogyakarta et ses zones rurales, au centre de l'île de Java. Bekatigade avait déjà une relation officielle avec Yappika et recevait des financements et de l'aide d'autres agences canadiennes telles que la Canadian Cooperative Association, la Canadian International Development Agency et d'autres encore, pour la reconstruction du réseau de ses trente coopératives de crédit (dont beaucoup s'étaient effondrées pendant la crise monétaire). Ces coopératives de crédit aidaient quelque 15 000 membres, surtout des gens ayant de faibles revenus et qui travaillent dans des petites ou des micro-entreprises.

Yappika s'était préoccupé de la légalité des CCS à cause de la récente (année 2000) et temporaire (quatre mois) interruption de tels systèmes en Thaïlande décrétée par la Banque de Thaïlande. Plutôt que de procéder directement à la mise en œuvre en suivant les méthodologies habituelles, comme les séminaires de socialisation et de formation à la gestion et à la comptabilité, il a été décidé d'utiliser les fonds disponibles pour effectuer des recherches d'économie locale, épuisant ainsi les fonds susceptibles d'être utilisés pour l'établissement du système.

Au cours de l'année 2001, les fonds étant épuisés et aucun financement supplémentaire possible, mon contrat a pris fin. J'ai quitté l'Indonésie pour travailler pour l'Organisation des Nations unies au Timor-Oriental, une ancienne colonie portugaise occupée un temps par l'Indonésie et qui a obtenu l'indépendance à la suite d'un référendum en 1999. Un an plus tard, je suis retourné en Indonésie et j'ai pris contact avec Bekatigade pour tenter de relancer le programme. L'organisme a accepté et un partenariat avec la Fondation Strohalm a été établi. Cependant, des questions demeuraient concernant la légalité du système, ainsi que sa conception permettant d'atteindre des objectifs qui bénéficieraient aux coopératives de crédit locales qui allaient le gérer et qui amélioreraient la situation économique de leurs membres et des petites et micro-entreprises à un niveau qui justifierait le système.

Afin de répondre aux préoccupations concernant l'aspect légal et de fournir un cadre de travail à la conception et au démarrage du système, Bekatigade a effectué une étude portant sur la légalité des monnaies complémentaires et des moyens de paiement alternatifs en Indonésie. Les résultats furent tels qu'escomptés dès le début, c'est-à-dire qu'il n'y avait guère matière à un rejet d'un point de vue légal mais, comme dans le cas thaïlandais, de quoi justifier une opposition politique de la part du gouvernement et de la Banque centrale. Cependant, l'étude remarquait que les risques seraient plus grands avec une monnaie fondée sur la confiance – étant donné le manque de connaissance de ce type de monnaie par le public et les universitaires en Indonésie – qu'avec une monnaie sous forme de bons, car il existait de nombreux exemples dont on pourrait s'inspirer et que l'on pourrait utiliser pour présenter le système au gouvernement et aux banques afin d'obtenir leur adhésion... et leur confiance.

En 2003, Bekatigade a décidé de concevoir un système de monnaie par bons et de le présenter aux coopératives de crédit locales afin d'identifier des régions pilotes, et de faire

une étude pour déterminer sa faisabilité – étude qui devrait être achevée fin 2005. Ainsi, après presque cinq années d'efforts aucun CCS n'a encore été mis en place. Toutefois, des études sur le terrain prouvent l'existence de tels systèmes : l'un est pratiqué dans les pensionnats musulmans, d'autres dans les économies traditionnelles de différentes régions, en particulier sur l'île de Bali, où la monnaie chinoise a été utilisée pendant plus de onze siècles et a cessé de circuler il y a seulement quarante ans.

Bien que le système soit destiné aux membres des coopératives de crédit sans exception et qu'il n'est donc pas limité à un groupe religieux en particulier, certains participants craignent qu'il soit dirigé vers la majorité musulmane. Les coûts de recherche ont été élevés, bien plus que pour beaucoup d'autres systèmes développés dans les pays industrialisés. Cependant, le processus doit conduire directement à sa mise en application, prévue pour 2006.

4.2. En Thaïlande

L'Indonésie et la Thaïlande ont été les pays les plus durement touchés par la crise monétaire de 1997. Mis à part la Malaisie, qui avait élaboré une stratégie pertinente de contrôle des capitaux, tous les autres pays d'Asie ont été profondément affectés par la crise. Dans ces pays la crise a accentué la pauvreté de ceux qui étaient déjà extrêmement pauvres. Les habitants des zones rurales ont migré vers les villes dans une quête désespérée d'argent. Deux coopérants spécialisés dans les zones rurales, Jeff Powell (Canada) et Menno Salverda (Pays-Bas) qui travaillaient avec l'organisation canadienne CUSO et l'organisation britannique Volunteer Service Overseas (VSO, « Service des volontaires d'outre-mer »), ont commencé à explorer les possibilités offertes par les systèmes de monnaie complémentaire pour contenir l'exode de la population et la fuite de l'argent hors des zones rurales. Avec le soutien de CUSO, ils ont organisé un certain nombre d'ateliers dans différentes régions de la Thaïlande, et établi un partenariat avec un groupe de villages du Kud Chum, dans le nord-est du pays, à environ une heure de route du Mékong et du Cambodge.

L'ensemble formait une société bouddhiste saine et active, avec un monastère très impliqué dans le développement économique de la communauté. Les villageois coopéraient et se montraient très liés les uns aux autres ; ils travaillaient les rizières collectivement et troquaient ce dont ils n'avaient pas besoin. Une organisation de troc semi-formelle avait été mise en place par un groupe d'agriculteurs et le projet d'une coopérative rizicole était en cours de réalisation au sein du village dans le but de collecter et de vendre leur production de riz biologique. Comme les deux coopérants parlaient le thaï et la langue lao locale, qu'ils étaient capables de vivre sur place en dépit de températures extrêmes, d'une saison sèche sévère suivie d'une saison de pluies torrentielles, dans des conditions de vie difficiles et soumis à un régime alimentaire dans lequel les insectes, les rongeurs et les serpents contribuaient à l'apport en protéines des villageois, ils ont pu se plonger rapidement dans la réalisation de leur projet avec l'aide du chef du village et du moine supérieur du monastère.

Étant donné qu'il s'agissait du premier CCS à être introduit en Asie, en dehors du Japon, Powell et Salverda ont fait des recherches approfondies sur l'état de ces systèmes afin de déterminer celui qui conviendrait le mieux à la communauté. Et ils ont décidé de modifier le modèle de crédit mutuel (de type LETS) en un système de comptes sans intérêt desquels les membres peuvent retirer des billets de monnaie complémentaire dont la valeur est équivalente au baht⁹. Résultat de leur investissement dans le projet, d'ateliers et de discussions régulières, l'enthousiasme des villageois a grandi et une équipe a été formée pour gérer le système.

Au début de l'année 2000 le système a été lancé, et il a attiré presque immédiatement l'attention des médias nationaux¹⁰. Le gouverneur de Bangkok, accompagné par d'autres dignitaires thaïlandais, s'est rendu sur place. Ils ont exprimé leur intérêt pour le système et leur appréciation quant à l'initiative prise par les villageois pour faire face aux effets de la crise monétaire sur la communauté. Cependant, l'expérience faisant craindre la violation des lois thaïlandaises relatives aux finances et à la banque ainsi qu'une désintégration nationale et des abus liés au système, cette initiative a amené, dès la fin du mois de mars de cette même année, la Banque de Thaïlande à suspendre les opérations du système jusqu'à ce qu'une enquête soit diligentée. Avec l'aide de l'Association des juristes de Thaïlande et de rencontres avec les responsables du gouvernement et des institutions bancaires, les villageois ont été capables d'expliquer et de prouver que le système n'affecterait pas le système économique national, et que ce n'était pas non plus une tentative pour séparer cette région du nord-est du reste de la Thaïlande et d'en faire une zone économique nouvelle ou un pays nouveau. En quelques mois le système fut autorisé à redémarrer au prix de quelques modifications : ainsi, le nom officieux de l'organisation communautaire « Banque de Bia Kud Chum » ainsi que le nom de la monnaie « bia », correspondant à celui de la monnaie traditionnelle des temps anciens, n'ont pas été autorisés et ont été changés en « boon » qui signifie « entraide ». Chaque billet devait aussi porter un cachet spécifiant en rouge « *ceci n'est pas de la monnaie* », ce qui signifiait qu'il ne s'agissait pas d'un substitut à la monnaie légale nationale, ou d'une tentative de subvertir l'économie nationale.

Le système existe encore aujourd'hui, mais sa taille a été réduite, car l'économie thaïlandaise s'est redressée et entre temps l'électricité a été installée dans le village, quelques lignes téléphoniques posées et les rues principales équipées d'une chaussée en béton. En 2002, les coopérants ont terminé leur contrat et sont retournés dans leur pays pour de nouvelles tâches, laissant le projet sous la direction de l'Institut de développement local de Thaïlande (IDLT) et du directeur du CUSO de ce pays. Pendant la période de couverture médiatique et de l'enquête de la Banque de Thaïlande, un certain nombre d'universitaires des principales universités du pays se sont intéressés au système et, alors que l'IDLT semblait en retrait, ont créé une organisation pour aider le groupe du Kud Chum et pour promouvoir le système dans d'autres régions. Un éminent universitaire à la retraite, le

⁹ NdE : le baht est le nom de la monnaie thaïlandaise.

¹⁰ Beaucoup de ces articles ont été sauvés pour la postérité et sont disponibles sur le site <http://www.appropriate-economics.org/asia/asia.html#thai>

professeur Apichai Puntasen, a travaillé en collaboration étroite avec le roi de Thaïlande au développement du « *concept royal d'économie de suffisance* ». Sa position lui a permis de recevoir des financements de la part du Fonds royal pour la recherche thaïlandaise pendant plusieurs années afin d'aider à la promotion et au développement des systèmes de monnaie complémentaire dans tout le pays. Aujourd'hui il en existe plus d'une douzaine, dans des régions différentes, en zones rurales et urbaines, et au sein des communautés bouddhistes et musulmanes. Bien que le concept de base du système soit le même pour des communautés différentes, l'organisation envisage d'aider les entreprises locales et elle a commencé des recherches sur les méthodologies d'un système de monnaie par bons afin d'orienter ce système vers le développement des petites et micro-entreprises.

4.3. Au Honduras et au Salvador

Au moment de ces événements en Asie, Peter Moers – un coopérant spécialisé en développement rural de l'organisation belge Association de coopération technique (ACT) – se trouvait au Honduras puis au Salvador afin de mettre en route un système de monnaie complémentaire pour le développement des micro-, petites et moyennes entreprises. Il avait commencé à s'intéresser aux CCS à l'occasion de son travail en Afrique avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et il avait pu découvrir des informations concernant l'ancien système de la Banque céréalière égyptienne (Egyptian Cereal Bank) dans lequel les fermiers déposaient leur récolte dans des installations collectives d'ensilage en échange d'un reçu pouvant être utilisé comme de la monnaie.

En collaboration avec la Fondation hondurienne pour le développement des entreprises rurales (Fundacion Desarrollo Empresarial Rural, FUNDER), Peter Moers a développé un concept nommé « *complexe économique communautaire* ». Il s'agit d'un concept économique intégrant les institutions clés et les éléments de la communauté économique selon une méthodologie qui permet la création d'un système microéconomique pour faire circuler les valeurs et assurer la survie. En 2000, en collaboration avec la FADEMyPE (Fundación para el Autodesarrollo de la Micro y Pequeña Empresa) – une institution qui procure des services financiers et non financiers, aux petites et aux micro-entreprises – il a constitué le « Réseau d'échange des entreprises » (Enterprise Exchange Network) dans le pays voisin, au Salvador. Ce réseau – qui s'étend dans la capitale, San Salvador – est aussi une adaptation du système de crédit mutuel typique (celui des LETS) et il concerne les membres obtenant un crédit après signature d'une convention en bonne et due forme¹¹.

Même si le système fonctionnait bien, ses membres se plaignaient que la monnaie complémentaire n'eût pas de valeur suffisante pour être utile, ce que démontrait la faible croissance du système et la tendance à pratiquer des prix élevés. Un partenariat fut établi avec la Fondation Strohm afin de mieux intégrer la monnaie complémentaire dans le Réseau d'échange des entreprises, à l'intérieur duquel les acheteurs peuvent payer les fournisseurs en monnaie complémentaire, monnaie garantie en partie par des réserves en

¹¹ Des renseignements concernant ce système sont disponibles sur le site <http://www.strohm.org>

dollar américain (USD) qui circule en parallèle à la monnaie nationale. Les dollars proviennent de l'achat de monnaie complémentaire par les consommateurs et les membres du réseau pour se ravitailler dans les magasins ou les entreprises du réseau. L'achat de cette monnaie est en effet séduisant pour les consommateurs parce qu'ils reçoivent un *bonus*, ou de la monnaie sous la forme d'un prêt franc d'intérêt qui est remboursé à la fin du mois lorsque le salaire est payé – comme dans le système des cartes de crédit. Ces dollars sont utilisés pour convertir la monnaie complémentaire en espèces. Cependant, seules les entreprises qui se trouvent à la fin de la chaîne de production-distribution et qui, de ce fait, doivent acheter des intrants importés bénéficient de cette option de conversion.

Bien que le passage d'une monnaie garantie par la confiance à une monnaie partiellement garantie par des réserves en liquide ait permis au Réseau d'échange des entreprises une meilleure croissance et un meilleur ciblage de ses services, le système lutte pour obtenir des résultats comparables à ceux des réseaux d'échanges commerciaux privés dans les autres pays. Le Réseau a compris que la taille de ses opérations est l'obstacle majeur à sa croissance (qui est actuellement de cent cinquante petites et micro-entreprises). Des préparatifs sont en cours pour créer une nouvelle structure indépendante à laquelle FADEMyPE participe en collaboration avec d'autres institutions. On espère que cela donnera un nouvel élan au Réseau. L'organisation a aussi envoyé son personnel en formation dans des institutions privées, et un système de salaires davantage axé sur les résultats a été incorporé.

Peu après, le même coopérant est retourné au Honduras afin d'établir un partenariat avec une organisation analogue, le réseau COMAL (Comercialización Comunitaria Alternativa, « Commercialisation communautaire alternative »). Il s'agit d'un réseau de distribution de produits de consommation de base disposant de plus de 400 magasins dans des collectivités rurales qui touche plus de 16 000 familles dans différentes régions du pays, avec cinq centres de distribution régionaux et une centrale d'achat. Une partie des produits est fournie par les fermiers de l'organisation qui sont aussi membres du réseau. Le slogan de la COMAL, « *commercialiser à un prix et à un poids juste, afin de soutenir le petit producteur et le consommateur* », traduit clairement l'objectif de l'organisation qui porte à la fois sur la production et sur la consommation.

Ici, le système est légèrement différent de celui du Réseau d'échange des entreprises au Salvador. La centrale d'achat achète les produits des organisations d'agriculteurs, mais au lieu de les payer avec de la monnaie nationale, elle le fait avec sa propre monnaie, qui porte le nom de « udi¹² ». De cette manière, la monnaie nationale est libérée pour payer les fournisseurs de biens qui opèrent en dehors du réseau, ou pour acheter en gros à de meilleurs prix. Les producteurs locaux ont accès à un programme de crédit qui se compose de prêts mixtes en monnaies nationale et complémentaire. La préférence est donnée aux entreprises qui fournissent le réseau et qui acceptent les udis, ce qui contribue à développer le réseau en offrant un choix croissant de biens et de services.

¹² NdE : udi correspond à *unidad de inversión*, soit « unité d'investissement ».

À la même époque, un autre système a été mis en place pour le développement d'industries spécifiques, en centralisant le financement de développement des entreprises selon la méthodologie de Strohalm nommée « Bonus » ou « Fomento » (terme signifiant « impulsion », « élan », « stimulation », « développement »). Cette méthodologie combine monnaie nationale et monnaie complémentaire pour la construction et l'équipement des entreprises : le paiement du matériel et de l'équipement est effectué en monnaie nationale, celui du travail en partie en monnaie nationale et en partie en monnaie complémentaire, alors que des prêts en monnaie nationale peuvent être remboursés dans cette monnaie ou bien, et de préférence, en monnaie complémentaire. Ce système crée une demande pour les nouveaux produits des entreprises et définit des stratégies afin d'aider l'entreprise qui démarre jusqu'à ce qu'elle soit capable de se joindre au réseau régulier et que ses financements de développement soient épuisés. Ainsi, il s'agit d'un système temporaire conçu dans un but spécifique. Ce modèle, qui a été tout d'abord utilisé pour la construction d'une école dans la ville de Fortaleza au Brésil, s'est avéré capable d'obtenir un roulement de 25 % supérieur à un projet de développement typique et avec des résultats qui ont eu un impact bénéfique sur la collectivité environnante¹³.

5. Analyse de ces études de cas

Dans ces études de cas nous avons présenté des exemples de systèmes de monnaie complémentaire garantis soit par la confiance, soit par la monnaie nationale. Dans les cas où les monnaies garanties par la confiance ont été promues d'abord, la décision de le faire s'est appuyée sur une expérience considérable de ces systèmes dans d'autres pays, associée à une vision d'ensemble du développement économique de la communauté et avec des objectifs étendus. Mais lorsque la communauté a commencé à mieux cibler ses objectifs, et à partir du moment où elle a souhaité améliorer l'environnement économique des petites et des micro-entreprises et avoir un impact social, ces systèmes ont été convertis en CCS garantis par la monnaie nationale ; depuis, les systèmes suivants ont imité les modèles basés sur ces expériences. Telle a été la trajectoire générale du développement des CCS dans les pays en développement.

Nous observons une trajectoire semblable des systèmes monétaires complémentaires dans certains pays industrialisés, mais pour des raisons qui ont autant à voir avec les défis auxquels font face les monnaies garanties par la confiance qu'au souhait d'améliorer l'environnement économique des entreprises. En Allemagne, les systèmes de monnaie par bons se développent à partir de la théorie de Silvio Gesell et des expériences qui s'en sont inspirées ; l'accent est mis sur le développement économique régional. Sur l'île de Saltspring, au Canada, les difficultés rencontrées par les organisateurs avec les systèmes

¹³ Voir dans ce même ouvrage, sur le système Fomento, le texte de Henk van Arkel, Camilo Ramada et Jaap Vink et, sur le cas particulier de Fortaleza, le texte de Ana Ferreira et Peter Moers.

monétaires garantis par la confiance les ont poussés à y renoncer et à mettre en œuvre un système de monnaie par bons, le dollar de l'île de Saltspring.

6. Les difficultés des systèmes de monnaie complémentaire garantis par la confiance

Les défis rencontrés par les systèmes garantis par la confiance proviennent généralement de l'absence d'étroite collaboration avec la monnaie nationale. Comme ces systèmes n'offrent aucun service en monnaie nationale, il leur est difficile de générer les sommes nécessaires au financement de leurs opérations dans cette monnaie, et encore plus difficile d'entreprendre des activités dont bénéficieraient leurs membres. Comme la plupart des organisations sont informelles et ne sont pas enregistrées, des problèmes tels qu'une direction immobiliste, une gestion non démocratique, des différends entre des visions personnelles du système et des objectifs collectifs, peuvent conduire à des crises de ces institutions sans aucun moyen légal pour les résoudre. Comme ces systèmes sont en général locaux ou axés sur la collectivité, l'échelle du système peut être trop petite pour générer des revenus opérationnels suffisants à partir de la circulation optimale de la monnaie, ou pour faire des économies d'échelle afin d'augmenter l'efficacité économique et procurer ainsi un avantage relatif pour ceux qui y participent afin d'améliorer leur compétitivité dans l'économie régulière.

Le manque de financement opérationnel suffisant a pour conséquence directe l'absence de formation des volontaires et des membres, une qualité médiocre ou insuffisante des services rendus, et une incapacité de procéder à un contrôle et à une évaluation correcte du système et de planifier l'avenir. Ces organisations doivent utiliser pour leurs bureaux des espaces accordés gratuitement, le plus souvent chez l'administrateur, ce qui donne l'impression d'un manque de professionnalisme. À moins que ces systèmes ne soient capables de trouver des financements extérieurs pour résoudre quelques-uns de ces problèmes, ils demeurent dépendants d'un groupe relativement instable de volontaires qui le gèrent sur leur temps libre. Sur cette base, il est difficile de gérer un système suffisamment important pour justifier une monnaie et, en fait, dans de nombreux cas il serait plus efficace que les membres du système fassent tout simplement du troc.

Ainsi, les entreprises locales ne veulent pas prendre des risques de participation dans un système auquel elles ne font pas suffisamment confiance ni s'engager à traiter sa monnaie complémentaire comme de la monnaie nationale. Dans beaucoup de ces systèmes, les membres entrepreneurs soulèvent le problème de ceux qui en sortent en laissant un solde négatif qu'ils ne sont pas légalement tenus de rembourser. Quoique le système n'en soit pas affecté tant que cela ne se produit pas un trop grand nombre de fois, la simple perception du problème rejaillit sur la réalité du système. Ces membres se plaignent souvent de ce que la demande pour leurs biens et leurs services est élevée alors qu'il est difficile de dépenser leur

monnaie pour payer les biens et les services dont ils ont besoin. Il faut noter encore que les plus importants systèmes monétaires garantis par la confiance bénéficient de sources de financement extérieures et, de ce fait, en dépendent¹⁴.

Toutefois, cela ne veut pas dire non plus que les monnaies garanties par la confiance n'aient pas d'avenir. Elles se sont révélées être un excellent outil pour organiser le travail volontaire et les banques de temps en sont un parfait exemple. Elles sont aussi très utiles pour identifier et satisfaire les opportunités d'emploi des entreprises, faire usage de marchandises qui auraient fini autrement à la décharge, introduire les gens à des services qu'ils n'auraient pas reçus autrement s'ils étaient seulement disponibles en monnaie nationale, tels que les soins de santé alternatifs, les soins pour les enfants et les personnes âgées, la réparation automobile et du matériel électronique, l'accès aux vieux modèles d'ordinateurs et autres systèmes électroniques. Les monnaies garanties par la confiance contribuent aussi à construire un modèle de communauté plus inclusive, elles favorisent la coopération dont le rôle est essentiel pour régler les problèmes d'exclusion et d'aliénation dans les pays industrialisés et dans la gestion des catastrophes naturelles et des crises sociales dans les pays en développement, tout en élaborant de nouveaux modèles culturels de communauté inclusive et de société, des modèles d'entraide et de compréhension entre des gens qui étaient autrefois des étrangers les uns pour les autres. Elles aident aussi à identifier des actifs et des opportunités d'action pour soulager la mentalité de pauvreté qui afflige tellement le monde d'aujourd'hui dont la cause, en grande partie, provient d'une science économique utilisée comme un moyen d'identifier et d'allouer des ressources rares et qui a créé un système économique justifiant cette mentalité, système dont nous avons démontré l'anachronisme à la lumière de ces expériences concrètes.

En dépit du fait que les systèmes monétaires garantis par des ressources soient relativement récents, les résultats démontrent qu'ils sont davantage capables d'apporter les résultats escomptés, et de jouer un plus grand rôle dans la société. La convertibilité des monnaies complémentaires les rend utiles et attrayantes pour les entreprises, car elles génèrent alors suffisamment de revenus opérationnels pour permettre une gestion professionnelle et la fourniture de services, même dans des régions où le niveau général d'éducation et de compétence est bas par rapport aux standards internationaux. Certains systèmes ont même généré suffisamment de revenus pour être en mesure de financer directement le développement de nouvelles entreprises qui pourvoient des niches et des opportunités afin d'améliorer les réseaux de l'avenir.

¹⁴ Selon les statistiques disponibles dans la banque de données mondiale des systèmes monétaires complémentaires : http://www.complementarycurrency.org/ccDatabase/les_public.html

Conclusion

Nous avons vu que de nombreux problèmes économiques dans le monde aujourd'hui sont avant tout une question de perception, et que d'élargir cette perception et d'y inclure des points de vue opposés positifs peut nous conduire vers de nouvelles possibilités sociales et économiques. Nous avons vu aussi que pendant la plus grande partie de son histoire la société humaine s'était organisée économiquement sur la base de ce qui est disponible, plutôt que sur ce qui ne l'est pas et cela a été vite oublié ou tout simplement ignoré lors de la conception de l'idéologie sur laquelle l'ère industrielle a été fondée. Plus encore, nous remarquons que pendant cette période, à l'occasion des crises économiques, les gens recommencent instinctivement à identifier et à mobiliser les ressources en s'inspirant des époques précédentes de la société humaine. Nous ne devons pas cependant être trop absolu dans notre condamnation de l'époque actuelle, car elle nous a conduit à de nouveaux sommets de ce que nous pouvons accomplir en tant qu'êtres humains et, dans de nombreux cas, à une meilleure compréhension de la responsabilité que comporte l'accession à ces sommets. Cette réalisation nous a ramené aux concepts économiques des périodes précédentes, afin de concevoir et de mettre en œuvre des systèmes économiques qui respectent ce riche passé et qui peuvent conduire l'humanité plus loin.

Cela suggère que nous avons une plus grande dette envers les pays dits périphériques et en voie de développement. Dans ces pays, nous pouvons encore voir les racines de la civilisation, le respect de la vie en harmonie avec la nature, des communautés et des sociétés qui prennent soin des leurs sans exclusion quand elles ont l'opportunité de le faire. Tant que les systèmes de monnaie complémentaire sont conçus d'une manière qui respecte la culture, la tradition et le mode de vie des gens, un soutien existe pour l'introduction de nouvelles technologies qu'il serait difficile de mettre en œuvre dans les pays les plus industrialisés, pays qui jusqu'ici ont accumulé du retard dans certains domaines.

L'utilisation du téléphone cellulaire est bien plus répandue en Indonésie qu'en Amérique du Nord ou en Europe, ainsi que l'utilisation de cartes à puce, cartes RFID (Radio Frequency Identification), connexions à l'internet GPRS (General Packet Radio Service) et connexions aux points de vente, services d'envoi de messages courts, transfert de fonds de téléphones mobiles à téléphones mobiles, assez pour rendre vert de jalousie les réseaux de transactions les plus sophistiqués des pays industrialisés. Mais comme les études de cas l'ont démontré, les systèmes monétaires complémentaires peuvent aussi être pratiqués dans des zones sans électricité, sans routes goudronnées, sans téléphones ni connexions internet, et sans réseaux éducatifs. La rencontre de ces deux voies, la désintégration progressive de l'actuel système économique mondialisé et la montée parallèle des systèmes économiques complémentaires, peut nous mener vers un avenir dans lequel les populations pauvres, les régions voire les pays pauvres ne sont pas exclus, et vers un avenir dans lequel les ressources sont identifiées et distribuées de manière à ce que chacun puisse choisir de mener une vie décente et digne.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	9
INTRODUCTION GENERALE	
<i>Les monnaies sociales : un outil et ses limites</i> , par Jérôme Blanc	11
PREMIERE PARTIE : Justifications des monnaies sociales	25
Introduction	27
Jérôme Blanc	
<i>À quoi servent les monnaies sociales ?</i>	31
Massimo Amato	
<i>Qu'est-ce que la monnaie ? Réflexions sur l'enjeu de l'institution monétaire</i>	43
Luca Fantacci	
<i>Qu'est-ce que la monnaie ? La question de la complémentarité à partir des institutions historiques de la monnaie occidentale</i>	59
Bernard Lietaer	
<i>Des monnaies pour les communautés et les régions biogéographiques : un outil décisif pour la redynamisation régionale au XXI^e siècle</i>	73
Margrit Kennedy	
<i>Pourquoi avons-nous besoin d'innovations monétaires ? Trois erreurs courantes, trois conséquences probables, trois solutions possibles</i>	99
Thomas H. Greco Jr.	
<i>Réinventer l'argent : un remède à l'exclusion financière</i>	121
Keith Hart	
<i>Richesse commune : construire une démocratie économique à l'aide de monnaies communautaires</i>	135
Valérie Demers et Corinne Gendron	
<i>Finance solidaire et monnaies sociales : entre solidarité et réforme de l'économie</i>	153

DEUXIEME PARTIE : Modalités d'organisation	167
Introduction	169
Jérôme Blanc	
<i>Choix organisationnels et orientation des dispositifs de monnaies sociales</i>	173
Pantaleo Rizzo	
<i>Le système multilatéral : gestion sociale et gestion multilatérale</i>	197
Henk van Arkel, Jaap Vink et Camilo Ramada	
<i>Méthodes pour le succès des monnaies complémentaires</i>	213
Stephen DeMeulenaere	
<i>Les systèmes de monnaie complémentaire : des anciennes origines à une réponse moderne au problème de l'exclusion</i>	229
TROISIEME PARTIE : Modèles nationaux, expérimentations et évaluations d'impact.	245
Introduction	247
Catherine Lenzi	
<i>L'enquête nationale sur les systèmes d'échange locaux (SEL) en 2004 : éléments d'analyse</i>	253
Catherine Lenzi	
<i>Le temps des femmes comme richesse collective et expression citoyenne : l'expérience des systèmes d'échanges locaux (SEL)</i>	281
Colin C. Williams	
<i>Le rôle de l'économie sociale face à l'exclusion sociale : quelques leçons des local exchange and trading schemes (LETS)</i>	305
Gill Seyfang	
<i>Consacrer du temps à la construction de la communauté ? Une évaluation des banques de temps comme outil d'inclusion sociale</i>	323
Yasuyuki Hirota	
<i>Les expérimentations de monnaies locales au Japon : les monnaies au service de l'uchi</i>	339
Ana Ferreira et Peter Moers	
<i>Le projet Fomento à Fortaleza</i>	355
Celina Whitaker et Pascale Delille	
<i>Le projet Sol : pour retrouver le sens des valeurs</i>	383

QUATRIEME PARTIE : Le trueque argentin, de l'emballlement à la chute	395
Introduction	397
Laurent Montillet	
<i>Et pour quelques crédits de plus... ..</i>	<i>401</i>
Jeff Powell	
<i>Capitalisme insignifiant, capitalisme en perfectionnement ou post-capitalisme ?</i>	
<i>Enseignements des expériences argentines de troc</i>	<i>423</i>
Susana Hintze	
<i>La construction médiatique du trueque en argentine.....</i>	<i>443</i>
Mariana Luzzi	
<i>La trueque face à l'État, l'État face au trueque : des rapports complexes</i>	<i>459</i>
Lucie Gémonet	
<i>La diffusion et l'apprentissage de valeurs propres aux clubs de trueque : discours et pratiques</i>	
<i>des adhérents du club San Javier Solidarios</i>	<i>469</i>
Pierre Olivier Salles	
<i>Entre survie et engagement politique, les avatars du projet militant du trueque argentin</i>	<i>481</i>
Georgina M. Gómez	
<i>La RTZO, ou « Réseau de troc de la zone Ouest », partenaire de l'économie locale.....</i>	<i>497</i>
Heloisa Primavera	
<i>Le projet Colibri : un rayonnement de l'économie solidaire ?</i>	<i>513</i>
CONCLUSION GENERALE	
<i>Où vont les monnaies sociales ? Où peut-on aller avec elles ? Quelques mots en guise de</i>	
<i>conclusion, par Jérôme Blanc.....</i>	<i>535</i>
SIGLES ET ACRONYMES.....	539
SITES INTERNET	543
TABLE DES MATIERES	545

Rapport Exclusion et liens financiers 2005-2006

Monnaies sociales

Ce septième rapport rassemble près de trente textes sur ces dispositifs, parmi lesquels on connaît, en France, les SEL. Ce sont des systèmes locaux d'échange articulés autour d'une monnaie spécifique et qui visent des objectifs d'ordre socio-économique. Ce livre porte sur eux un regard comparatif et international. Leur dynamique remonte aux années 1980. Ils sont aujourd'hui présents dans une quarantaine de pays et un demi-million à un million de personnes y participent. Cet ouvrage comprend quatre parties. La première présente un ensemble d'arguments justifiant le recours à de tels dispositifs. La deuxième s'interroge sur les modalités de leur organisation et sur les conséquences des choix en la matière. La troisième présente un ensemble d'expériences et de modèles ainsi que des évaluations d'impact socio-économique. La quatrième est consacrée à l'extraordinaire cas argentin. L'ensemble constitue le premier livre de langue française qui présente un panorama aussi large sur cette question.

Les rapports *Exclusion et liens financiers* constituent une contribution à l'observation de l'économie solidaire en émergence et se situent à la croisée des chemins de la réflexion et de l'opérationnel. Ils s'adressent aux acteurs de terrain de la lutte contre les exclusions (associations, collectivités locales, décideurs publics, etc.) – mais aussi aux chercheurs et à l'ensemble de la communauté financière – par les questions de responsabilité sociale de la finance qu'ils posent et par les initiatives qu'ils donnent à connaître et analysent.

*

* *

Jérôme Blanc est maître de conférences à l'université Lumière Lyon 2 et chercheur au LEFI (ex-Centre Walras). Il a participé à l'ouvrage collectif sous la direction de Jean-Michel Servet, *Une économie sans argent : les systèmes d'échange local* (Paris : Seuil, 1999) et a publié *Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire* (Paris : L'Harmattan, 2000).

Cet ouvrage a été publié grâce au soutien de la Mission recherche de La Poste et grâce au programme ECOS-Sud A03H02 intitulé « La fragmentation monétaire argentine : des fondements de la crise monétaire aux conditions d'un développement local et régional ».